



Assemblée générale

Distr. générale
16 octobre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 74 de l'ordre du jour

Rapport de la Cour pénale internationale

Dépenses engagées et remboursements reçus par l'Organisation des Nations Unies pour l'assistance fournie à la Cour pénale internationale

Rapport du Secrétaire général

Additif

Résumé

Le présent additif est présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 66/262 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de rendre compte de la mise en œuvre de l'article 3 de l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Cour pénale internationale dans le rapport qu'il présenterait comme suite au paragraphe 11 de ladite résolution.



1. L'article 3 de l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Cour pénale internationale¹ dispose ce qui suit :

L'Organisation des Nations Unies et la Cour conviennent, en vue de faciliter l'exercice effectif de leurs responsabilités respectives, de collaborer étroitement, en tant que de besoin, et de se consulter sur les questions d'intérêt mutuel, en vertu des dispositions du présent Accord et conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et du Statut.

2. Du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012, l'Organisation des Nations Unies a largement collaboré avec la Cour, en application des dispositions dudit Accord.

3. Dans le domaine des relations institutionnelles, qui font l'objet du chapitre II de l'Accord, l'ONU a offert à la Cour toute une série de services et d'installations, notamment : prêts remboursables, services de communications par satellite, accès au Consortium du système des Nations Unies pour l'acquisition d'informations électroniques, services de sécurité sur le terrain, services de location de locaux et services connexes – y compris fournitures et communications –, services de transport aérien et terrestre et équipement destinés au personnel de la Cour, laissez-passer et certificats, services de conférence dans le cadre de la réunion du Groupe de travail du Comité de haut niveau sur la gestion pour l'exercice biennal 2012-2013, et services de formation, notamment accès des fonctionnaires de la Cour aux examens d'aptitudes linguistiques. En application d'un mémorandum d'accord conclu à cet effet, l'Organisation a également offert des services de conférence et ouvert ses locaux de New York en vue d'y accueillir la dixième session de l'Assemblée des États parties, tenue du 12 au 21 décembre 2011. Ces services ont tous été assurés contre remboursement, conformément à l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Cour pénale internationale.

4. Dans le domaine de la coopération et de l'assistance judiciaire, qui fait l'objet du chapitre III de l'Accord, l'Organisation a apporté, pendant la période à l'étude, une aide importante à la Cour, notamment en lui permettant d'accéder librement à ses documents et archives et en détachant auprès d'elle plusieurs de ses fonctionnaires pour les auditions du Procureur dans certaines affaires portées devant la Cour et dans certains cas faisant l'objet d'un examen préliminaire du Procureur. Aucune demande de déposition concernant le personnel de l'ONU n'a été reçue au cours de la période à l'examen. Un mémorandum d'accord sur la coopération entre le Procureur et l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a été conclu et signé le 23 janvier 2012. Un mémorandum d'accord entre la Cour et l'ONUCI, appelé à remplacer le mémorandum d'accord avec le Procureur, est actuellement en cours de négociation. Au cours de la période à l'étude, le Secrétaire général a transmis au Conseil de sécurité une décision, en date du 4 mai 2012, dans laquelle la Chambre n° I de première instance invitait le Conseil à faire part de ses observations sur la demande présentée par le Gouvernement libyen à la Cour à l'effet de contester la recevabilité devant celle-ci du procès intenté à l'encontre de Saïf Al-Islam Kadhafi.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2283, n° 1272.

5. Outre la coopération apportée par l'ONU à la Cour conformément aux dispositions de l'Accord, les fonctionnaires de l'Organisation ont été invités à limiter leurs rapports avec les personnes visées par un mandat d'arrêt de la Cour à ceux qui seraient strictement nécessaires à la réalisation des activités essentielles prescrites par l'ONU; lorsque ce conseil n'a pas été suivi, le fonctionnaire en cause s'est vu rappelé à l'ordre.
